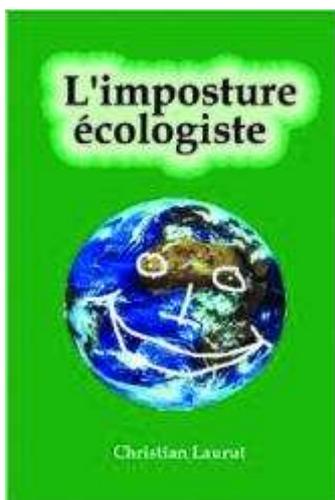


L'imposture écologiste : une atteinte aux libertés individuelles



Christian Laurut : « L'imposture écologiste s'apparente à un hold-up d'une science neutre et respectable et elle devient une étiquette de parti. »

Le livre de Christian Laurut, «L'Imposture écologiste», est sorti en 2011, mais il nous a semblé pertinent d'interroger son auteur quelques jours après le vote de la loi sur la transition énergétique. Christian Laurut, ESSEC, qui a été chef d'entreprise dans des domaines aussi variés que l'agriculture biologique, l'économie sociale innovante, l'informatique et la formation, est passé de l'action à la réflexion à partir de 2009, en devenant politologue prospectiviste «non aligné». En effet, sa pensée relie la décroissance à la responsabilité individuelle et se fonde sur l'idée que l'opportunité historique de faire triompher le concept d'une société responsable va survenir lorsque le déclin inéluctable de la civilisation industrielle actuelle s'installera. Or, cette idée s'inscrit fondamentalement en contradiction avec les positions développées par les autres prospectivistes plus ou moins écologistes de la planète, qui ne voient de méthode acceptable de survie que dans le cadre d'une étatisation

drastique et renforcée de la société, appuyée par une réglementation et une coercition implacables sur l'individu agissant. «L'Imposture écologiste» de Christian Laurut est publié aux Editions du Trident.

L'Hebdo-Bourseplus : Vous rappelez dans votre livre que les écologistes se mêlent de tout, sauf d'écologie...

Christian Laurut : Les écologistes se mêlent de tout, parce qu'ils ne sont pas issus de la science de l'écologie qui est une science neutre qui étudie les lieux et les conditions d'existence des êtres vivants et les interactions qui s'établissent avec leur environnement. C'est une science, comme la physique, et c'est comme si l'on créait un ministère des mathématiques avec des gens qui ne sont pas des techniciens de cette science. Les techniciens de cette science sont les écologues et nous n'en entendons jamais parler...

Mais les écologistes justifient toujours leurs actions en fonction de thèmes liés à la défense de la planète...

Ils se sont accaparés, par une sorte de hold-up politique, le mot écologie pour leur propre compte et leur propre objectif politique. Aujourd'hui, dans l'esprit commun, le terme écologie a pris une autre signification que celle que je viens de donner : en gros, il s'agit du programme d'Europe Écologie Les Verts qui est très éloigné de l'écologie scientifique et même du mouvement politique écologiste historique qui était basé sur deux piliers fondamentaux : le refus de l'industrie nucléaire et le refus de l'agriculture industrielle. Ces deux thèmes sont abandonnés par le mouvement politique écologiste puisque l'agriculture biologique, ils n'en parlent pas, et l'industrie nucléaire est quasiment validée. Or, ce sont les thèmes historiques des écologistes.

Lorsque l'on pense à l'écologie, on la relie spontanément à la nature et à la liberté. Or les écologistes sont étatistes... N'y a-t-il pas là une contradiction ?

Si l'écologie c'est l'environnement, c'est-à-dire la protection des oiseaux et de la nature, ne pas détruire le cadre de vie dans lequel nous vivons, tout le monde est d'accord ! Donc, c'est une tautologie. On enfonce des portes ouvertes et se revendiquer du respect de la nature est tout simplement une démarche humaniste sur laquelle il n'y a aucune nécessité de mettre une étiquette politique.

Vous évoquez dans cet ouvrage les propositions économiques des écologistes, notamment sur la décroissance : est-ce toujours d'actualité ?

Les écologistes politiques actuels, représentés par le mouvement EELV, ne sont pas des décroissants. La mouvance décroissance a une logique qui est sensiblement différente. En ce qui concerne le côté étatique, c'est une évidence, le groupe EELV constitue une force d'appoint politique pour le Parti socialiste. Cette écologie s'occupe de beaucoup d'autres choses que d'écologie, comme le logement, et l'écologie n'est donc qu'une étiquette. 90% des propositions d'EELV relèvent de la politique classique.

Il y a quand même dans leur programme des idées sur le tri sélectif, les énergies renouvelables ou l'agriculture biologique ?

Non, je me suis amusé à faire ce calcul dans le long document des Verts : moins de 5% des pages sont consacrées à l'agriculture biologique ! Ce n'est plus un pilier. En ce qui concerne l'abandon du nucléaire, il y a aussi très peu de choses. Objectivement, le mouvement écologiste politique actuel n'est plus basé sur des fondements environnementalistes.

Le fait d'avoir associé l'écologie à une idéologie proche de la gauche de la gauche, n'est-il pas un piège pour les écologistes les plus sincères, en contribuant ainsi à détourner une partie des Français des préoccupations écologistes ?

L'écologie n'est ni de gauche ni de droite, c'est une science. Ceux qui s'occupent de cette science ne sont pas des écologistes, mais des écologues. L'imposture écologiste s'apparente à un hold-up d'une science neutre et respectable, et elle devient une étiquette de parti. L'homme de la rue assimile effectivement un écologiste à quelqu'un qui défend la nature - ce que tout le monde est d'accord pour défendre - et cela est interprété comme une idée de gauche. Il y a un gros travail à faire pour dire que défendre l'environnement n'est ni de gauche ni de droite et que les représentants actuels du parti politique écologiste ne sont qu'un département du Parti socialiste.

Beaucoup de consommateurs se laissent séduire par le fameux logo AB que l'on voit sur de nombreux emballages alimentaires. Pour quelles raisons dénoncez-vous ce label dans votre livre ?

C'est encore un dévoiement de l'agriculture biologique telle qu'elle a été conçue au départ. J'ai commencé à faire de l'agriculture biologique au début des années 70, avec les premiers labels biologiques, Lemaire Boucher et Nature & Progrès, et nous n'avions droit qu'à une dizaine de produits pour ce qui était l'utilisation des insecticides, fongicides et traitements phyto-sanitaires pour les animaux. Aujourd'hui, si l'on consulte la liste des produits autorisés pour bénéficier du label AB délivré par le groupement Ecocert, il y en a plus de mille ! Il y a même quelque part un alinéa qui dit que dans le cas d'une récolte qui serait mise en danger par une maladie, si les produits préconisés ne sont pas suffisamment efficaces, on a quand même le droit d'utiliser des produits de l'agriculture chimique... C'est réellement se moquer du monde et l'on ne peut donc pas aujourd'hui faire confiance réellement au label AB. Mais il y a d'autres labels qui sont beaucoup plus restrictifs et radicaux.

La véritable confiance ne s'exerce-t-elle pas sur des notions de proximité, comme lorsque l'on va rencontrer sur place les agriculteurs et les producteurs du terroir ?

Si l'on a la possibilité d'aller directement chez le producteur, on a une traçabilité des légumes ou des produits que l'on achète. C'est ce qui se passait avant la civilisation industrielle. Le consommateur a réellement connaissance de la façon dont le produit a été élaboré. Mais on n'a pas encore relocalisé l'économie, loin de là. On est encore dans des concentrations urbaines gigantesques, donc se pose le problème des labels. Mais si le label Nature & Progrès s'est un petit peu élargi, il reste un des labels les plus éthiques. Le consommateur qui ne peut pas aller vérifier sur place la façon dont les produits sont élaborés peut faire confiance à des labels, mais pas au label AB.

Les écologistes revendiquent une grande victoire dans ce quinquennat de François Hollande sur la transition énergétique, avec la réduction du nucléaire à 50% à l'horizon 2025. Qu'en pensez-vous ?

Pour moi, c'est de la gesticulation politique ! Cette loi fourre-tout dit simplement que la part du nucléaire dans la fabrication de l'électricité va descendre de 75% à 50%. C'est, bien entendu, un vœu pieux. Tout le monde sait très bien que si l'on reste à un niveau d'utilisation électrique tel que nous le connaissons aujourd'hui, descendre de 25% la part du nucléaire signifie une compensation à la même hauteur par le renouvelable. Or, le renouvelable, c'est le vent et le soleil, et les techniciens de ces énergies savent très bien que cela ne va pas compenser les millions de kilowatts... Est-ce un mensonge ou de l'ignorance ? De l'ignorance, probablement, parce que Madame Royal est notoirement inculte dans le domaine de l'écologie et de l'énergie. Jean-Marc Jancovici a fait récemment une présentation à la Commission du développement durable et de l'énergie de l'Assemblée nationale et il fallait voir le niveau des questions qui étaient posées par les députés, pour comprendre leur niveau d'inculture dans ce domaine... C'est

dire n'importe quoi que d'annoncer que l'on va remplacer d'ici à dix ans 25% de l'énergie fabriquée avec de l'atome, par du vent et du soleil !

Vous soulignez un point très important en disant que ce ne sera pas possible, si l'on continue avec notre mode de vie actuel... Mais on pourrait tenir cet objectif en obligeant la population à rentrer chez elle le soir pour se coucher à 22 heures !

Nous n'en sommes pas là, mais beaucoup d'écologistes voudraient que l'on y arrive. Ils demandent des mesures coercitives pour que les gens réduisent de force leur consommation électrique.

La première mesure consiste déjà à culpabiliser ceux qui veulent vivre dans des grandes maisons ou des grands appartements...

Ces atteintes à la liberté individuelle, qui sont quasiment la base de la réflexion des partis écologistes, constituent une source d'inquiétude extrêmement importante. La liberté individuelle est quelque chose qui n'est absolument pas pris en compte par les écologistes, puisque l'on parle de l'intérêt supérieur de la collectivité. Mais qui décide de l'intérêt supérieur de la collectivité ? Si l'on mettait les grandes décisions, comme le nucléaire, au sein d'un débat public, sanctionné par un référendum, on aurait certainement de nombreuses voix qui s'inverseraient. Existe-t-il un principe dans la Constitution qui marque clairement les limites de la liberté individuelle ? À partir de quel moment l'État peut-il intervenir dans un comportement privé ? C'est une question de principe. Ce principe n'est évidemment pas inscrit dans la Constitution, puisque la notion de liberté n'est pas corrélativement précisée en tant que liberté individuelle. Évidemment, les gens qui sont foncièrement étatistes, comme c'est le cas des écologistes, ne trouvent pas d'obstacles constitutionnels pour empiéter sur les libertés individuelles.

On pourrait imaginer une société où l'on contraindrait les gens à rester chez eux à partir de 20 heures, avec peut-être une exception le vendredi et le samedi soir... Évidemment, ils devraient éteindre les lumières à 22 heures, après avoir mangé cinq fruits et légumes...

C'est une caricature des Khmers verts, comme certains critiques radicaux les nomment... Mais je crois qu'il y a une dérive possible vers un mouvement écologiste qui prendrait les formes que vous décrivez. On en a déjà un petit aperçu avec cette affaire du réchauffement climatique qui émane des travaux du GIEC, dont les conclusions ne sont pas prouvées. Mais les conclusions servent maintenant de postulat pour les politiques de réduction d'émission de gaz carbonique. Le CO2 devient un poison dans l'esprit commun. Or, le CO2, c'est la base de la vie : cela permet la photosynthèse, cela permet aux plantes de pousser ! Avec la présentation que l'on fait du CO2 comme étant nocif, il y a cette imposture qui s'installe dans l'opinion publique. En vertu de cet axiome qui est loin d'être démontré, et que je pense être faux - d'ailleurs, de nombreuses organisations contestent aujourd'hui les conclusions du GIEC - on s'aperçoit, notamment dans la loi de Ségolène Royal, que cet objectif de diminuer les émissions de gaz carbonique est utilisé pour instaurer un certain nombre de lois et faire fonctionner des activités vertes avec, bien entendu, des subventions de l'État financées par l'impôt.

C'est le cas des éoliennes, par exemple...

Il y a le développement, voulu par le gouvernement, de l'énergie solaire et des éoliennes. Or, ces énergies ne sont pas rentables, tout le monde le sait ! Elles vont quand même se développer grâce à des subventions et à des aides publiques. Cela veut dire qu'il y a tout un «green business» qui va fonctionner en dehors des lois du marché, puisque ce n'est pas le meilleur qui va vendre son meilleur produit, mais celui qui obtiendra les subventions qui pourra fonctionner. Ensuite, ce sont des énergies qui sont loin d'être des énergies propres, puisque le photovoltaïque nécessite des panneaux solaires qui sont fabriqués avec des matériaux extrêmement toxiques ! Et c'est pour cette raison que l'on fait faire cela par les Chinois... C'est la même chose pour les éoliennes, qui sont fabriquées avec des produits pétroliers et des terres rares. Tout cela nécessite une mise en œuvre assez polluante, là encore dans des pays éloignés du nôtre. On a donc une imposture technique et financière.

Propos recueillis par Yannick URRIEN